

Pourquoi faire carrière ici fait

Economie en panne, mentalités décourageantes, fiscalité dissuasive, salaires insuffisants... Autant de raisons qui poussent nos talents digitaux à aller voir ailleurs.

Nos compatriotes ont le moral dans les chaussettes. Une récente enquête du think tank américain Pew Research Center nous le rappelle cruellement : seuls 9 % d'entre eux estiment que la situation économique de leur pays est bonne... contre 75 % de l'autre côté du Rhin ! Et quatre Français sur cinq se plaignent d'un manque d'opportunités professionnelles. Dans ce contexte, les plus jeunes sont tentés de prendre le large : d'après les derniers chiffres du ministère des Affaires étrangères, parmi les 18-25 ans, le nombre d'expatriés a fait un bond de 14 % ces cinq dernières années. Ils sont désormais plus de 150 000 à vivre hors de nos frontières. Et selon une étude Via-voice réalisée en février dernier, la moitié des jeunes Français rêve aujourd'hui de s'exiler. Du jamais vu !

Parmi les candidats au départ, les jeunes créateurs de start up numériques sont légion. « C'est désespérant, soupire

un business angel parisien qui tient à garder l'anonymat. Les porteurs de projets prometteurs ne parlent que de s'en aller. » Un exemple ? La société Qunb, spécialisée dans la visualisation de données pour les entreprises, a remporté en décembre la compétition organisée par LeWeb à Paris, en présence de Fleur Pellerin, ministre déléguée en charge de l'Economie numérique. Mais il n'a pas fallu trois mois pour que la jeune pousse s'envole pour Boston rejoindre l'accélérateur Techstars...

Comme tant d'autres pays, la France voit ses cerveaux fuir, surtout vers l'Amérique du Nord. Chercheurs, entrepreneurs, étudiants ou cadres expérimentés quittent en masse l'Hexagone. Bien sûr, cela peut s'expliquer par la crise et les perspectives moroses de notre économie. Mais le mal est plus profond. La fiscalité décourage certaines initiatives. La faiblesse relative des salaires dans le numérique aussi. « Une société française est prête à

mettre jusqu'à 160 000 euros brut annuel (charges comprises) pour un CTO (Chief Technology Officer). Aux Etats-Unis, ce sera trois fois plus ! », s'exclame Gilles Babinet, multi-entrepreneur du Web et digital champion pour la France auprès de la Commission européenne.

Même constat chez les scientifiques : un chercheur du CNRS qui gagnait 3 000 euros par mois peut tripler son salaire en partant à New York. Sans parler des conditions de travail plus confortables aux Etats-Unis, aux trajectoires de carrière sans commune mesure avec ce qui se fait ici. Résultat : nos

meilleurs éléments n'hésitent pas à traverser l'Atlantique, et ce sont autant d'innovations et de brevets qui s'en vont avec eux. « Les disciplines les plus touchées sont la biologie, la médecine et l'économie, résume Ioanna Kohler de l'institut Mon-

taigne. Les postdocs (titulaires d'un doctorat) français sont particulièrement appréciés. Car ils n'ont pas besoin d'une mise à niveau des connaissances. Ils sont tout de suite opérationnels. »

Départs volontaires. Pour couronner le tout, des lacunes dans la formation aux nouveaux métiers du numérique amène des Français à se tourner vers les universités étrangères, notamment américaines. Et le phénomène pourrait s'accroître. Les jeunes de la génération Y (les moins de 30 ans), plus mobiles que leurs aînés, ne craignent pas de se jeter à l'eau. Ils sont prêts à accepter des conditions de séjour médiocres pour vivre une expérience excitante. De nombreux cursus scolaires incluent des périodes de six mois à un an à l'étranger, facilitées par la multiplication des partenariats entre écoles et par le système européen Erasmus. Chaque année, 7070 jeunes salariés commencent ainsi leur carrière à l'étranger grâce au VIE (Volontariats internationaux en entreprise). Ils étaient 2080 il y a dix ans ! Un certain nombre d'entre eux y restera. Faut-il s'effrayer de ces mouvements ? Vouloir limiter les échanges d'étudiants ou de salariés dans une optique protec-

**LA MOITIÉ
DES JEUNES
FRANÇAIS
RÊVE
AUJOURD'HUI
DE S'EXILER**

“ **Nos entreprises ne sont pas capables de s'aligner.** Aujourd'hui, les jeunes polytechniciens français partent s'installer en Californie. A 25 ans, ils se voient proposer un job intéressant, un salaire élevé, un environnement de travail stimulant... ”

STÉPHANIE DELESTRE
PDG DU SITE DE RECRUTEMENT QAPA

de moins en moins rêver



tionniste relève de l'utopie. D'autant que l'expatriation des cerveaux aux Etats-Unis concerne moins de 2 % de nos chercheurs. « Nous n'assistons pas en France à une véritable déperdition économique, comme en connaissent d'autres pays », tempère Ioanna Kohler. Mais ce sont souvent les meilleurs qui s'en vont...

L'attractivité du territoire est en jeu. « Dans le secteur du numérique, il est capital de conserver nos jeunes entrepreneurs », insiste Emanuele Levi, représentant de France Digitale. Lui-même expatrié (italien, arrivé à Paris il y a six ans), cet expert, investisseur chez 360 Capital Partners, souligne la qualité de l'écosystème parisien. Il ne vaut certes pas la Si-

licon Valley, mais il se défend bien au niveau européen. D'ailleurs, Xavier Niel et Marc Simoncini ont choisi de rester dans leur pays d'origine. « Pour que la France reste attractive, il faut des financements importants au-delà du premier tour de table », estime Emanuele Levi.

New Deal numérique. C'est l'insuffisance d'acteurs permettant aux start up du numérique de grandir et de se transformer en entreprises de taille intermédiaire (ETI) qui est ainsi pointée. En vue de combler ce manque, une partie de l'épargne privée de long terme devra être dirigée vers le financement des PME. La filière numérique fait donc pression pour qu'une partie de l'encours

en assurance vie soit reversée aux PME, par le biais des capital-risqueurs. Sinon, nous risquons de perdre nos entrepreneurs à succès. Dans son rapport prospectif sur le New Deal numérique, Gilles Babinet va plus loin. A l'instar de ce qui s'est fait en Israël, en Suède ou en Finlande, l'Etat français gagnerait en se tournant résolument vers les technologies de demain : ouverture des données publiques, mise en place d'interfaces de programmation, développement du digital dans les administrations... En somme, il s'agit de « projeter le pays dans le numérique », avec, à la clé, un territoire plus attractif et « un gisement d'un million d'emplois ». Rien que ça. **THOMAS LESTAVEL**